



Medienmitteilung Communiqué de presse

telefax • telefax • telefax

Info/cg

Berne, le 21 octobre 2013

Le ministère public régional Jura bernois-Seeland communique:

Canton de Berne

Mise en accusation de membres d'un réseau de trafic de stupéfiants

cpb. Le ministère public a mis en accusation trois hommes pour trafic de stupéfiants en bande en 2012 dans le canton de Berne. Les individus faisaient partie d'un réseau de trafiquants actif au niveau intercantonal et ont pu être confondus au terme d'une enquête de large envergure.

15 mois après l'arrestation de quatre individus en relation avec un réseau de trafiquants de drogue intercantonal, l'enquête menée par la police cantonale bernoise sur mandat du ministère public régional Jura bernois-Seeland est bouclée. Le ministère public a mis en accusation trois des prévenus auprès du Tribunal régional Jura bernois-Seeland. Ils devront répondre des chefs d'accusation d'infraction à la loi sur les stupéfiants, et l'un d'entre eux également de blanchiment d'argent et d'infractions à la loi sur les armes et à la loi sur les étrangers.

Les prévenus sont un Serbe de 41 ans, un Suisse de 41 ans ainsi qu'un Italien de 45 ans qui purge une exécution de peine anticipée depuis le 7 décembre 2012. Le quatrième individu, soupçonné d'être l'auteur principal, est mis en accusation par les autorités compétentes dans le canton de Soleure, étant donné qu'il a d'abord fait l'objet d'une enquête dans ce canton.

Les trois prévenus mis en accusation auprès du Tribunal régional Jura bernois-Seeland avaient été interpellés à Bienne en juillet 2012, au terme d'une enquête de grande envergure menée par les polices cantonales bernoise, soleuroise et lucernoise. Ils sont accusés de participation au trafic de drogue en bande qualifié en termes de quantité, dans les cantons de Berne, Soleure et Lucerne. Ils ont en partie admis les faits. Au cours de l'enquête, plusieurs kilos d'héroïne et de cocaïne ainsi que plusieurs milliers de francs en espèces et des armes à feu ont été saisis.

Amaël Gschwind, du service d'information du ministère public, se tient à disposition pour tout renseignement en langue française au numéro 032 344 58 77.